

# L'inévitable unité

Sur ce problème important de l'unité, il serait désirable que notre minorité, dont la cohésion sur tant d'autres problèmes que pose l'actualité est remarquable, soit homogène. Mais après un examen sérieux de tous les aspects du problème, une discussion à laquelle il est souhaitable que participent le plus grand nombre de camarades, en dépit de nos divergences qu'expliquent nos formations socialistes différentes, les milieux très divers où nous militons, aussi les dispositions optimistes ou pessimistes de nos caractères, il n'est pas impossible de dégager une attitude la plus conforme aux intérêts de la révolution, commune à toute la tendance (Marceau Pivert et Lucien Hérard ont, dans le dernier numéro des *Cahiers*, exprimé clairement les deux conceptions-types qui serviront utilement de base à la discussion).

La question est posée. Ou l'unité organique immédiate, malgré tout, ou, à cause du danger pour l'avenir de la révolution, de la stalinisation du mouvement ouvrier, vaincre la « mystique » de l'unité ?

Si nous avions la certitude que la démocratie appliquée, respectée dans le parti unique, nous permit de dominer le « stalinisme », il n'est pas un de nous, sans doute, qui n'appellerait de tous ses vœux, avec enthousiasme, la réalisation sans délai de l'unité politique de la classe ouvrière. Le stalinisme, voilà bien, en effet, l'obstacle le plus sérieux à l'unité et, dans la mesure où il sévirait librement, sans rencontrer d'obstacle au sein même de la classe ouvrière, un danger réel pour le développement du mouvement prolétarien. L'asservissement d'un parti ouvrier à la politique extérieure, forcé, forcément changeante, d'un gouvernement entré dans le jeu diplomatique des grandes puissances européennes et mondiales, c'est un péril redoutable pour ce parti, c'est une trahison à l'égard de la classe ouvrière. Et si le parti unique ne devait être que l'instrument de la politique de l'Etat soviétique, un parti contraint aux mots d'ordre les plus contradictoires et les plus insensés et qui finirait par perdre tout son caractère de classe, par conséquent un parti portant en germe de futures scissions, il faudrait, résolument, dire : non, à l'unité.

Sans doute, c'est la préoccupation dominante des communistes de transformer le parti unique de demain en serviteur de Moscou. Cette condition : « Le parti unique combat les détracteurs de l'Union des Républiques soviétiques où qu'ils soient et ne les admet pas dans ses rangs », mise par le projet communiste soumis il y a quelques mois à la commission d'unification, à l'admission des adhérents dans le parti unifié, en est une preuve.

Les calomnies odieuses à l'adresse des « trotskystes » parce qu'ils nient le caractère prolétarien du gouvernement russe et le caractère socialiste de la société soviétique, sont une autre preuve.

Les critiques violentes et injustes contre notre minorité, et avant tout parce qu'elle est la plus attachée à la démocratie intérieure des organisations, et à l'autonomie du mouvement ouvrier, en sont une troisième.

Et on pourrait ainsi accumuler les faits qui témoignent de l'hostilité du Parti communiste à toute pensée libre et de ses desseins de subordonner la tactique du parti unique aux nécessités de la politique étrangère du gouvernement russe, confondues exagérément avec les intérêts de la révolution russe.

Mais le parti unique sera-t-il ce que désire en faire le Parti communiste ? Ou la tendance « stalinienne » sera-t-elle maîtrisée par ceux qui entendent faire du Parti socialiste unifié l'instrument politique de libération de la classe ouvrière ? C'est à notre parti, dès main-

tenant, à prendre ses dispositions pour empêcher que les « stalinistes » ne conquièrent l'hégémonie dans le nouveau parti, à formuler un certain nombre de revendications au premier rang desquelles pourrait figurer le retrait des communistes de ces organisations satellites, dont l'un des rôles principaux aujourd'hui est de noyauter la classe ouvrière au profit du Parti communiste, et dont le rôle essentiel, demain, serait d'apporter de l'eau au courant communiste du parti unifié. Si nous savons, à l'avance, prendre toutes précautions utiles et que commandent l'intérêt du maintien de la future unité, l'intérêt du socialisme et de la classe ouvrière, nous éviterons la colonisation du parti unifié.

Bien plus, nous croyons que, dans la mesure où la démocratie fonctionnera réellement au sein de celui-ci, le courant socialiste révolutionnaire pourra être renforcé. Il est, en effet, des communistes, sincèrement révolutionnaires, qui, une fois soustraits à l'influence de l'humanité et au bourrage de crâne de leurs « grands » leaders, sauront entendre un langage de classe, une politique de classe et comprendre ce que ceux qui prêchent la réconciliation nationale, comme Thorez le faisait encore le 26 septembre à Longwy, en vue de l'union sacrée dans une guerre sainte des démocraties contre le fascisme, les trompent et les trahissent.

Si notre Parti socialiste a l'énergie de le vouloir, et si notre gauche révolutionnaire

sait être à la hauteur de sa tâche, l'unité peut avoir comme conséquence la défaite du « stalinisme » en France, l'échec de la tentative de mainmise des dirigeants de la Russie sur le mouvement ouvrier français, et par conséquent la fin de l'exploitation de la conscience de classe des travailleurs par un parti ouvrier, pour les fins... utilitaires d'un gouvernement étranger.

L'unité, à l'heure actuelle, est inévitable. Mais elle serait une duperie si elle ne servait pas à accroître le potentiel révolutionnaire de la classe ouvrière. Elle est inévitable, oui : il apparaît de plus en plus certainement que le Parti communiste est prêt à toutes les concessions pour l'obtenir. Et malgré les réticences de nos militants déçus dans maints départements de n'avoir pas trouvé dans les communistes des alliés loyaux, le courant unitaire dans la classe ouvrière est réel. Et si le Parti socialiste qui, à plusieurs reprises, indiqua que l'aboutissant de l'unité d'action devait être l'unité organique, paraissait vouloir reculer alors que les communistes sont devenus « archi-unitaires », il risquerait de détourner de lui une partie des masses.

L'unité est inévitable, mais elle doit être une victoire de classe. Et il importe d'utiliser le temps qui nous reste pour en préciser clairement les caractères, dire aux masses ce que nous attendons d'elle, et nous prémunir contre le risque de bolchévisation du parti unique.

Berthe FOUCHERE.

## Un document intéressant

« Mais nous ne pouvons croire que tous les vieux chefs bolcheviks qui ont été décimés aient été des ennemis de classe, eux qui ont passé la moitié de leur vie dans les bagnes tsaristes.

« Oui, je sais : des défaillances humaines sont possibles. Il peut y avoir un MacDonald, un Laval, un Doriot, un Mussolini. Il peut y avoir une poignée de renégats parmi ces hommes cependant au caractère de fer, trempés par la lutte. Il ne peut y en avoir, des dizaines, des centaines. C'est notre conviction profonde.

« Si l'accusation est fondée, que penser de toutes ces trahisons, de cette immoralité massive ?

« Sur vingt-cinq vieux bolcheviks qui composaient le Comité Central Bolchevik en 1918-1919, combien en reste-t-il ? Alors, tous traîtres ?

« C'est pourquoi nous refusons de hurler à la mort !

« C'est pourquoi aussi nous réclamons la suppression de la peine de mort.

« Un régime a le droit de se défendre, c'est une loi historique. Mais l'U.R.S.S. est assez solide pour renoncer à ces moyens barbares qui heurtent tant de sympathies. Les Soviétiques se targuent d'être entrés dans la vie normale. Alors, pourquoi encore du sang ?

« Que l'U.R.S.S. ne rende donc pas plus difficile la tâche de ses amis en portant elle-même atteinte à son prestige comme l'écrivait de Brouckère.

« Il est vrai que si le grand unitaire qu'est Louis de Brouckère se trouvait en U.R.S.S., lui aussi serait considéré comme une canaille fasciste aux ordres de la Gestapo. Ne l'a-t-on pas écrit ? Nous voulons hâter l'unité. Ce n'est pas ainsi que nous y parviendrons.

« Nous demandons fraternellement à nos camarades communistes d'y réfléchir. »

F. GODEFROID,  
(Jeunesse nouvelle, 9-10-37.)

Que cette opinion, qui est la nôtre, soit exprimée dans le journal des Jeunes Gardes socialistes belges unifiées, cela prouve tout de même que la liberté d'opinions n'est pas précisément étouffée dans une organisation unifiée. Nous le soulignons avec satisfaction comme une grande conquête des « résistants » non-conformistes de toutes obédiences.

## Aux camarades abonnés

Nous avons fait un gros effort pour ramener à 1 franc le prix du numéro. Grâce au dévouement d'un certain nombre de camarades, qui ont compris que la vente au numéro dans toutes les sections était notre meilleur moyen de développement et d'équilibre, nous croyons avoir réussi et nous maintenons le prix du numéro à 1 franc; ce qui nous conduit à fixer le prix de l'abonnement à 10 fr. par an à partir du présent numéro (octobre 1937).

Ceux des camarades qui ont versé 20 francs recevront dorénavant le nombre de numéros à 1 franc correspondant à leur versement.

**En outre, nous avons créé des abonnements de soutien à 20 francs par an pour ceux de nos camarades qui comprennent la nécessité d'élargir notre base financière et qui peuvent le faire.**

**Enfin nous remercions chaleureusement les camarades du Comité des Cent qui, soit par un versement global, soit par un versement partiel qu'ils complèteront au cours de l'année, nous ont incontestablement permis de ne pas interrompre un effort de redressement révolutionnaire dont le Parti commence à comprendre l'urgence et la nécessité criantes.**

Pour la Commission des finances des « Cahiers Rouges » :  
La Trésorière.

## Chronique syndicale

# LA GRANDE INQUIÉTUDE DU MOMENT

Il n'échappe à aucun travailleur, et encore moins aux militants socialistes et syndicalistes, qu'une grande inquiétude préoccupe les milieux ouvriers, inquiétude provoquée d'une part par l'offensive de plus en plus violente menée par le patronat contre les lois sociales et, d'autre part, par la politique d'abandon, de renonciation systématique aux méthodes de lutte si particulières au mouvement syndical, méthodes de lutte qui permirent à celui-ci dans le passé de justifier la confiance et les espérances que les travailleurs avaient mises en lui.

Il ne suffit pas de constater la recrudescence de l'activité combattive du patronat comme le font les leaders confédéraux en s'en tenant uniquement à ses manifestations présentes. Il faut, tout en ayant ce courage, s'efforcer d'en découvrir les causes.

C'est là le point crucial qui doit permettre aux uns comme aux autres de déterminer les responsabilités de chacun dans les dures épreuves que traverse actuellement le mouvement syndical.

A notre avis qui, nous le pensons, sera celui de tous les syndicalistes révolutionnaires, la responsabilité de la situation actuelle du mouvement syndical incombe à ceux qui, dominés par des préoccupations, politiques ou gouvernementales, étrangères au mouvement syndical, préoccupations qui ont mis celui-ci dans l'impossibilité d'agir et de se mouvoir d'après des moyens et des méthodes rigoureusement déterminés par lui-même.

Grande est la responsabilité de ceux qui ont cru possible de faire du mouvement ouvrier un mouvement légal, ne devant se mouvoir, agir, lutter, qu'en conformité avec les lois bourgeoises, acceptant la réglementation imposée par celles-ci et cela au nom de l'intérêt général, formule hypocrite derrière laquelle se cache la défense des intérêts particuliers au nombre desquels figurent les intérêts patronaux.

L'histoire devrait rappeler à nos augures que le mouvement ouvrier n'a pu se développer et apporter aux travailleurs l'amélioration de leurs conditions d'existence et de travail que dans la mesure où celui-ci, influencé par les révolutionnaires, s'est débarrassé du respect de la légalité bourgeoise et des mensonges conventionnels dans lesquels les réformistes de tout acabit l'avait enfermé.

L'histoire devrait rappeler aussi aux réformistes de toujours et aux néo-réformistes d'aujourd'hui l'impossibilité de la paix sociale tant qu'existeront les antagonismes sociaux, tant que subsisteront les formes sociales qui ont motivé la constitution de la C.G.T. pour assurer non pas la défense des intérêts généraux de la nation, mais uniquement la défense des intérêts de la classe ouvrière.

Aux méthodes de lutte spécifiquement ouvrières exigées par les problèmes de plus en plus graves posés à l'attention des travailleurs, on oppose quoi ? une politique de reptation devant les oligarchies financières et économiques. Au lieu de prendre des décisions viriles en conformité avec les traditions syndicalistes, la C.G.T. pratique une politique d'abandon des responsabilités qui lui incombent en propre en s'en remettant à la bonne volonté du gouvernement pour obliger le patronat à respecter les lois sociales.

Comme si un gouvernement en régime capitaliste pouvait s'intéresser à la classe ouvrière autrement que lorsque celle-ci, par son action, le force à agir (juin 1936).

Quels que soient les sujets en discussion, même politique d'incompréhension totale du syndicalisme.

Chaque discours dominical apporte un peu plus d'eau au moulin de l'offensive patronale.

Que ce soit Chautemps, Bonnet, Léon Blum ou Jouhaux, tous se retrouvent au même endroit pour déclarer qu'il sera peut-être nécessaire de toucher à ceci ou de modifier cela, et retouches et modifications s'exerçant au détriment de la classe ouvrière et par conséquent dans le sens le plus favorable aux récriminations du grand patronat. C'est ce qu'on appelle la défense des travailleurs.

Allons donc ! Et il en sera toujours ainsi tant que le syndicalisme ne se sera pas débarrassé des hommes qui ne croient plus en sa puissance, tant qu'il sera influencé par des hommes dont les compromissions politiques ou gouvernementales ne sont plus à dénoncer. Il en sera toujours ainsi tant que les travailleurs abandonneront leurs intérêts, leur conscience de classe au profit des dirigeants de cette coalition d'intérêts plus ou moins opposés les uns aux autres que l'on appelle le Rassemblement populaire.

La C.G.T., forte de ses cinq millions d'adhérents, se doit de parler clairement et nettement à ceux qui dirigent la politique du pays : elle doit répondre aux conclusions de la Commission d'enquête sur la production par une enquête sur les sabotages de celle-ci par le grand patronat ; à l'appel de collaboration de classe qui lui est adressé par tous les partis du Rassemblement populaire, elle se doit de répondre par une affirmation de syndicalisme lutte de classe, et, à l'appel à la conciliation au moyen des lois bourgeoises, elle se doit de répondre par l'action directe du syndicalisme révolutionnaire.

L'acceptation de la pause est la plus grande faute que la C.G.T. ait commise. Pas de pause en régime capitaliste.

L'acceptation et le respect de la pause, encore maintenant, alors qu'il est prouvé qu'elle fut une duperie dont la classe ouvrière a fait et fait encore les frais, démontre clairement la politique capitulaire des leaders confédéraux.

## A LA MANIÈRE DE...

### FIER D'ÊTRE SOLDAT

Je vais partir au régiment. Le régiment est une grande famille dont le colonel est le père. Les adjutants seront mes cousins. Je serai fier d'être soldat de France, tout équipé, prêt au combat. Les rengagés avec nous ! Et vivent les braves officiers républicains ! Sous le pantalon bleu horizon, mon cœur battra, joyeux de continuer la tâche des glorieux « sans-culotte » de 1793. Si, par la voix du canon d'alarme, la France appelle ses enfants, la victoire en chantant nous ouvrira la barrière, et, grâce à l'union de la nation française, je mourrai pour la patrie, c'est le sort le plus beau, le plus digne d'envie. En attendant, je serai zélé à la corvée de patates. Grâce aux bons conseils de l'Humair sur les soins à donner aux pieds pendant les marches, j'accablirai les marches de nuit à un rythme de choc. Je chanterai à pleine voix *Sambre et Meuse* et *Flotte petit drapeau*. Quant aux refrains défaitistes qui disent que le général s'en va à cheval pendant que le pauvre trouper fait la route à pied, je les tiendrai pour des tentatives anonymes d'espions trotskistes-japonais, agents de la Gestapo, chargés de ruiner notre magnifique discipline librement consentie, force principale des armées.

Bothereau, secrétaire adjoint de la C.G.T., dans le journal *Le Peuple*, écrit, entre autres choses, à propos de l'enquête sur la production : « La pause (ni recul, ni renoncement), ne satisfait, sans doute, le désir profond de personne, mais c'est un modus vivendi accepté par le pays. Acceptons cet arrangement et respectons-le car, faute d'une bonne volonté commune, nous risquerions fort de rencontrer à nouveau des difficultés économiques et des remous sociaux qui nous conduiraient rapidement à la croisée des chemins où se poserait inévitablement le dilemme du retour en arrière ou d'un nouveau pas en avant. » (1)

Ainsi donc, placée devant les événements que l'on pourrait qualifier d'historiques parce que mettant en question l'évolution du prolétariat, la C.G.T. préfère s'en tenir à la pause plutôt que de réagir, car cette réaction impliquerait un nouveau pas en avant. Qu'en pensez-vous, camarades syndicalistes qui, à une certaine époque, vous cherchiez avec une lampe électrique, vous qui espérez que l'accroissement des effectifs syndicaux permettrait une action plus audacieuse et plus forte ? Que pensez-vous de cette stagnation qui expose le prolétariat aux pires défaites et comme conséquence à la désagrégation du mouvement syndical.

Est-ce cela que vous avez désiré quand vous avez fait l'unité ? Non, n'est-ce pas ? Alors, il faut réagir ! Vous rappeler en tout état de cause que le syndicalisme révolutionnaire ne pourra réaliser ses objectifs de libération et d'émancipation des travailleurs que dans la mesure où il se sera dégagé des influences politiques et parlementaires, de l'influence des gouvernements, de tous les gouvernements.

Henri BOTT et Lucien VAILLANT.

(1) *Le Peuple* du 7 octobre 1937.